

Le macronisme devra tout faire pour ne pas ressembler au hollandisme

Le Hollandisme que nous venons de vivre pendant cinq ans aura finalement été le stade ultime du Chiraquisme. Cela revient à admettre qu'un président ne peut pas grand chose, car la moindre de ses initiatives pourrait tout faire exploser. A ce titre, la Corrèze, un des départements les plus endettés de France, est le laboratoire de cette approche homéopathique de l'art de gouverner en ne prenant jamais aucune décision qui fâche.

François Hollande en appliquant cette politique n'aura pas remis l'économie française sur les rails durant son quinquennat. Le pays est toujours miné par des déficits de croissance, de compétitivité et d'emplois...

Emmanuel Macron a su profiter de toutes les opportunités, parce qu'il ne manque ni de chance ni de talent, mais surtout parce qu'il avait l'intuition que le système en place et ses partis dominants (LR et PS) étaient au bord de l'effondrement. Il a su faire coïncider le « démagisme » exprimé par nombre d'électeurs avec le renouvellement de génération qu'il incarne et la rénovation de la vie publique à laquelle il aspire.

Cela pourrait rappeler un peu Valéry Giscard d'Estaing, nouveau président de la république en 1974. Il avait remonté les Champs Elysées à pied en costume croisé en abandonnant la tradition du queue de pie et du haut de forme. Il avait nommé Jacques Chirac premier ministre avec pour mission de « faire des réformes » (Jean Jacques Servan Schreiber avait été une semaine son ministre éphémère !). Le départ des gaullistes achevait à cette époque une période de 16 ans. Jacques Chaban-Delmas candidat à la succession de Georges Pompidou avait été rattrapé par sa déclaration de revenu utilisant un peu trop l'avoir fiscal. A cette époque, on savait déjà très bien faire tomber les candidats gênants avec le concours du Canard Enchaîné et du Monde.

Dans son désir sincère de faire évoluer la société française, le président Giscard d'Estaing s'était très vite vu confronté aux conséquences du violent choc pétrolier intervenu en 1973. Le nouveau président Macron aura peut être plus de chances, en bénéficiant d'un peu de marges de manœuvres, car l'économie française et européenne bénéficient actuellement de vents plutôt porteurs.

La droite doit réhabiliter le libéralisme

La pensée économique de la droite ne s'est toujours pas renouvelée. Elle s'articule essentiellement depuis Charles Maurras autour d'une méfiance contre le capitalisme, contre l'individualisme et contre la démocratie représentative. D'où la nécessité de trouver en permanence un bouc émissaire pour expliquer tout ce qui ne fonctionne pas. C'était à l'époque les anglo-saxons (Angleterre et Etats Unis) et bien sûr les marchés financiers censés être contrôlés par des juifs ! Si l'antisémitisme affiché a heureusement disparu de la vie politique française, il a été remplacés par un antisionisme expliquant que les seuls responsables de tout ce

qui va mal au Moyen Orient sont bien évidemment les israéliens... La droite classique française est encore majoritairement contre le libéralisme. Elle affiche volontiers un anti européisme qui consiste à rendre responsable l'Europe ou l'Allemagne de tout ce qui ne va pas en France. L'antiaméricanisme de toute une partie de la société française nourrit cet anti-libéralisme qui a pourtant démontré partout son intérêt politique, son efficacité économique et son importance historique.

La droite classique se laisse au contraire dicter ses valeurs depuis des décennies par la gauche. Elle délaisse les siennes qui sont pourtant celles du véritable humanisme

Au nom d'un utopique « modèle social français », des générations de politiques se sont pratiquement moqués de notre pays et l'ont transformé en un musée de l'étatisme dans un monde de libertés. Victimes de l'autisme idéologique, soutenus par des médias complaisants, les énarques, se sont entêtés à préserver ce « modèle » de chômage et de déclin économique : réduction du temps de travail, « partage » du travail et donc pénurie d'offres d'emplois, redistribution des richesses inexistantes, autant de mesures anachroniques qui n'ont contribué qu'à la survie d'une caste de décideurs et à l'apparition de la vraie fracture sociale, entre la catégorie des protégés du système étatique et celle de ceux qui prennent des risques et qui créent des richesses. Pendant ce temps, nos énarques devenaient riches en devenant des vedettes du CAC 40, nos cadres avaient les 35 heures (18% d'entre eux ont voté Mélenchon !) et nos pauvres étaient confinés au SMIC et au RSA...

Les accusations portées à l'encontre du libéralisme (égoïsme, individualisme outrancier, précarité salariale, pauvreté, inégalités, etc...) sont totalement injustes. Il faudrait qu'un jour la droite réhabilite vraiment le libéralisme comme option politique prioritaire.

La gauche doit cesser de cultiver le clientélisme

La gauche a brillé par l'imposition d' un climat sectaire où l'on ne pouvait plus rien dire, pas même que l'on voulait un meilleur contrôle des deniers publics et une école qui veille à la transmission du savoir. Le problème n'était pas l'amélioration des conditions de vie du plus grand nombre mais de cultiver le clientélisme en faveur des fonctionnaires et des associations subventionnées...

L'incapacité de la gauche à appréhender l'islamisme tentant désespérément à le ramener vers sa seule dimension sociale. En évacuant la religion de son mode de pensée, elle s'est condamnée à ne rien comprendre de ce qui se jouait.

Faute de faire une révolution sociale, le Parti Socialiste s'est lancé dans une révolution sociétale. Le PS ne représentant plus que la bourgeoisie bobo ainsi que toutes les victimes passées ou présentes du racisme et du colonialisme. Déchirée par une guerre interne, inapte à s'interroger sur ce qui fonde l'identité française, gangrénée par une posture victimaire et de repentance, la

gauche française est en train de s'effondrer. On assiste à la lente dérive de la gauche multiculturelle

Curieusement et heureusement, pendant cette période, la plupart des intellectuels se sont plutôt rapprochés du peuple réel à mesure que le PS s'en éloignait.

Emmanuel Macron n'a pas d'autre choix que de provoquer la recomposition du paysage politique français. S'il arrive à attirer dans son mouvement suffisamment d'hommes et de femmes qui souhaitent réformer la France, il peut réussir, souhaitons lui d'y parvenir, mais la route ne sera pas facile...